

*Assez de répression,
assez de criminalisation
pour celles et ceux qui résistent*

Libertés pour nos luttes

MANIFESTATION

**mardi 9 juin, 17 h 30,
à la place de la Palud, Lausanne**

Venez toutes et tous masquéEs à votre fantaisie!

De plus en plus souvent, de plus en plus durement, nous sommes fichéEs, contrôléEs, harceléEs, amendéEs. Ce 1^{er} mai 2009 à Lausanne, il n'y avait aucun des prétextes habituels aux interventions policières. Pourtant, un tronçon de la manifestation a été razziié, réduit avec toute la puissance de l'appareil policier et fiché. Parmi les personnes arrêtées le 1^{er} mai, il y avait deux enfants. Les personnes qui ont protesté contre cette action ont également été largement filmées et photographiées.

Nous ne nous laisserons pas faire. Nous ne laisserons pas liquider un à un les droits fondamentaux conquis dans la lutte. Nous ne laisserons pas censurer, diviser et briser notre résistance contre ce système. Nous refusons de devenir les policiers-ères les unEs des autres pour satisfaire les exigences du pouvoir.

NOUS NOUS OPPOSONS À TOUT FICHAGE POLITIQUE.

NOUS EXIGEONS:

1. que soient détruits tous les éléments de fichage accumulés par la police le 1^{er} mai,
2. que soient précisés les démarches et le cadre légal du fichage politique contre les personnes et les collectifs qui luttent dans cette ville et ce canton,
3. que le préposé cantonal à la surveillance et la protection des données soit mandaté pour faire une enquête précise sur l'ensemble de l'action répressive du 1^{er} mai, vu la présence de la police cantonale à cette occasion,
4. que toutes les fiches soient communiquées aux personnes concernées et détruites,
5. que les droits démocratiques fondamentaux soient reconnus et que le pouvoir s'engage publiquement à les respecter et en particulier que le droit de manifestation soit garanti.

COLLECTIF

«CASSEURS-EUSES DE PRÉ-JUGÉ»



L'intervention des forces de l'ordre, en ce 1^{er} mai 2009, relève de la responsabilité de la Municipalité de Lausanne. Le pouvoir soutient qu'il s'agissait d'une intervention «préventive». La vérité c'est que les personnes arrêtées l'ont été pour ce qu'elles disaient et pensaient, pour la manière dont elles étaient habillées, pour leur aspect, sans doute pour leur culture et leurs opinions. Une logique de police politique est revendiquée par cette même Municipalité qui limite les droits syndicaux de ses employés-es et exerce une pression systématique contre leur liberté d'expression. C'est aussi cette Municipalité qui met sur pied une unité de fichage contre les usagerEs du RI - de son propre aveu «une des plus dures de Suisse» - sous prétexte de lutter contre des fraudes et des abus qui relèvent bien plus souvent de la disqualification des pauvres que de la réalité des faits.

Ne nous faisons aucune illusion. Ce qui s'est passé le 1^{er} mai 2009 à Lausanne n'est pas une bavure. C'est une action commandée par le pouvoir politique. Elle relève d'une stratégie d'ensemble. On a arrêté des manifestantEs jeunes, dont sept mineurEs. La police a fiché de tous les âges, de convictions diverses mais solidaires de la liberté de s'exprimer, de s'organiser et de manifester et du droit de lutter.

Dans ce pays, on ne condamne pas que tel groupe de manifestantEs décrit par le pouvoir comme potentiellement «casseurs ou dangereux». On condamne les gens qui sont sur les piquets de grève. On met en procès les gens qui distribuent des tracts aux portes des entreprises, sur le domaine soi-disant privé des capitalistes. On sanctionne des gens qui occupent des maisons et des espaces pour pouvoir vivre. Les patrons licencient les gens qui organisent les syndicats dans les entreprises tandis que l'Etat défend les lois injustes qui leur permettent de le faire. On punit ou on menace celles et ceux qui construisent des maisons de paille ou qui entretiennent des jardins autogérés. Tout ce qui n'est pas accepté par le pouvoir, tout ce qui exprime une résistance ou une alternative est suspect, surveillé et réprimé.

L'Etat construit pas à pas une guerre sociale contre toutes les résistances qui contestent le fonctionnement et les objectifs de ce système. La répression du 1^{er} mai à Lausanne est un signe pour toutes celles et tous ceux qui sont partie prenante des résistances populaires.

Des milliers de femmes et d'hommes se sont engagéEs pour que nous puissions manifester librement le 1^{er} mai, journée internationale de luttes et de revendications du monde du travail.

En attaquant cette manifestation, le pouvoir nous envoie un message clair: toutes les luttes sociales sont dans son collimateur.

Les lois, le droit et l'Etat sont très souvent injustes et inégalitaires. On ne traite pas de la même manière celles et ceux qui ont l'argent et la puissance face à celles et ceux d'en bas. Pour celles et ceux d'en bas, la suspicion, le contrôle, la surveillance, la répression. Pour celles et ceux d'en haut, la tolérance, et un système qui fonctionne tout entier à leur profit. Quand donc sont sanctionnéEs les patronNEs qui violent les conventions collectives, ceux et celles qui imposent des conditions de travail porteuses d'accidents, de mutilation et de mort? Ceux et celles qui paient des salaires de misère? Ceux et celles qui licencient les salariéEs qui contestent et qui s'organisent?

Le même Etat qui donne 68 milliards de garantie à l'UBS, refuse d'instituer des garanties légales contre le licenciement des déléguéEs syndicaux. Le pouvoir qui verse des misères d'aide sociale et ne fait rien contre les patronNEs qui font les «working poors». L'Etat accuse systématiquement d'abus celles et ceux qui «bénéficient» de l'aide sociale ou des prestations des assurances. Aux usagers-ères du Revenu d'insertion (RI), la surveillance et les contrôles. Aux entreprises à bas salaire, le silence et le consentement du pouvoir.

Dans sa besogne répressive l'Etat n'agit pas seul. Et si des camarades qui soutiennent simplement une action de migrantEs sont inculpés d'organisation de manifestation non autorisée, ce sont des polices politiques privées au service de grandes entreprises capitalistes et d'organisation qui fliquent les mouvements comme ATTAC et le Groupe anti-répression.

Il y a la répression de plus en plus ouverte contre celles et ceux qui résistent. Mais il y a bien davantage un travail permanent du pouvoir pour imposer la soumission et le silence aux classes populaires. Le projet de loi contre les cagoules qui va jusqu'à sanctionner la complicité pour se masquer ne relève pas seulement du délire sécuritaire de ce système. Il veut nous intimider toutes et tous et forcer chacunE à porter le masque de la soumission.

Collectif «Casseurs-euses de pré-jugé»

